

#Investigation - Des munitions belges en Russie ? L'entreprise New Lachaussée dans le viseur

Francois Corbiau :: 11/07/2023



Investigation

11 juil. 2023 à 06:00 - mise à jour 11 juil. 2023 à 06:13 • 12 min

- Partager

-
-
-
-
-
-

🔊 [Écouter l'article](#)

C'est un rapport que New Lachaussée a tout fait pour garder secret. 39 pages rédigées il y a un an par KPMG-Allemagne après une enquête sur l'entreprise belge et ses possibles liens avec la Russie. Un an après sa sortie, ce document aurait pu rester dans les tiroirs mais le magazine #Investigation se l'est procuré en exclusivité. Jusqu'à la semaine dernière, la Région wallonne en charge des licences d'exportation d'armes et pourtant actionnaire de New Lachaussée ne l'avait jamais vu.

À la suite des questions que nous lui avons posées, la Région wallonne a finalement pris connaissance de l'ensemble des éléments troublants qu'il contient. En réaction, le Ministre-Président wallon a immédiatement pris des mesures. Il vient de décider de *"suspendre préventivement des licences en cours de validité pour la société New Lachaussée vers la Serbie avec effet immédiat"*. Elio Di Rupo demande également que des investigations supplémentaires soient menées car, selon lui, *"des éléments sont de nature à se questionner sur un éventuel risque de détournement et du respect de l'embargo russe et des récentes sanctions européennes"*.

Machines à fabriquer des munitions

Basée à Herstal, New Lachaussée (NLC) s'est fait une réputation mondiale pour ses machines à fabriquer des munitions. Ses lignes de production les plus performantes permettent de produire entre 3 et 5 millions de munitions par an. Parmi ses clients fidèles, la Russie figure en bonne place.

Mais depuis 2014 et l'invasion de la Crimée, un embargo européen interdit la vente de matériel militaire à ce pays, des sanctions encore renforcées après l'invasion de l'Ukraine en 2022. L'année dernière, une première fuite de données avait montré que NLC continuait d'entretenir des relations commerciales avec des entreprises russes. Sous pression à l'époque, la maison-mère allemande de New Lachaussée a dû se résoudre à demander une enquête.

À lire aussi

[Vente d'armes : les fréquentations russes du Belge New Lachaussée malgré l'embargo européen](#)



Dans le jargon, on appelle cela une *"enquête forensic"*, un audit interne dont le but est généralement de débusquer les *"cadavres dans le placard"*. L'objectif inscrit dans la lettre de mission est clair : *"déterminer si l'entreprise belge a violé les sanctions européennes contre la Russie en exportant directement ou indirectement des machines à fabriquer des munitions dans ce pays"*. Au départ, cette enquête avait pour but de rassurer KPMG-Belgique qui s'occupe de certifier les comptes de NLC mais aussi les actionnaires dont la Région wallonne qui possède encore 20% de l'entreprise via Wallonie Entreprendre.

L'enquête démarre le 18 mai 2022. À bonnes sources, on apprend qu'elle ne se déroule pas comme prévu : *"Plus les semaines passent, plus les enquêteurs de KPMG-Allemagne trouvent des éléments problématiques"*. Au bout de 6 semaines, la maison-mère allemande de NLC décide de mettre fin à la mission alors que l'équipe de KPMG-Allemagne, elle, demande de pouvoir aller plus loin. L'enquête s'arrête là. Le rapport de mission daté du 7 juillet 2022 est transmis à la maison-mère allemande de NLC ainsi qu'à Patrick Thomas, l'avocat belge de NLC, qui en a fait explicitement la demande.



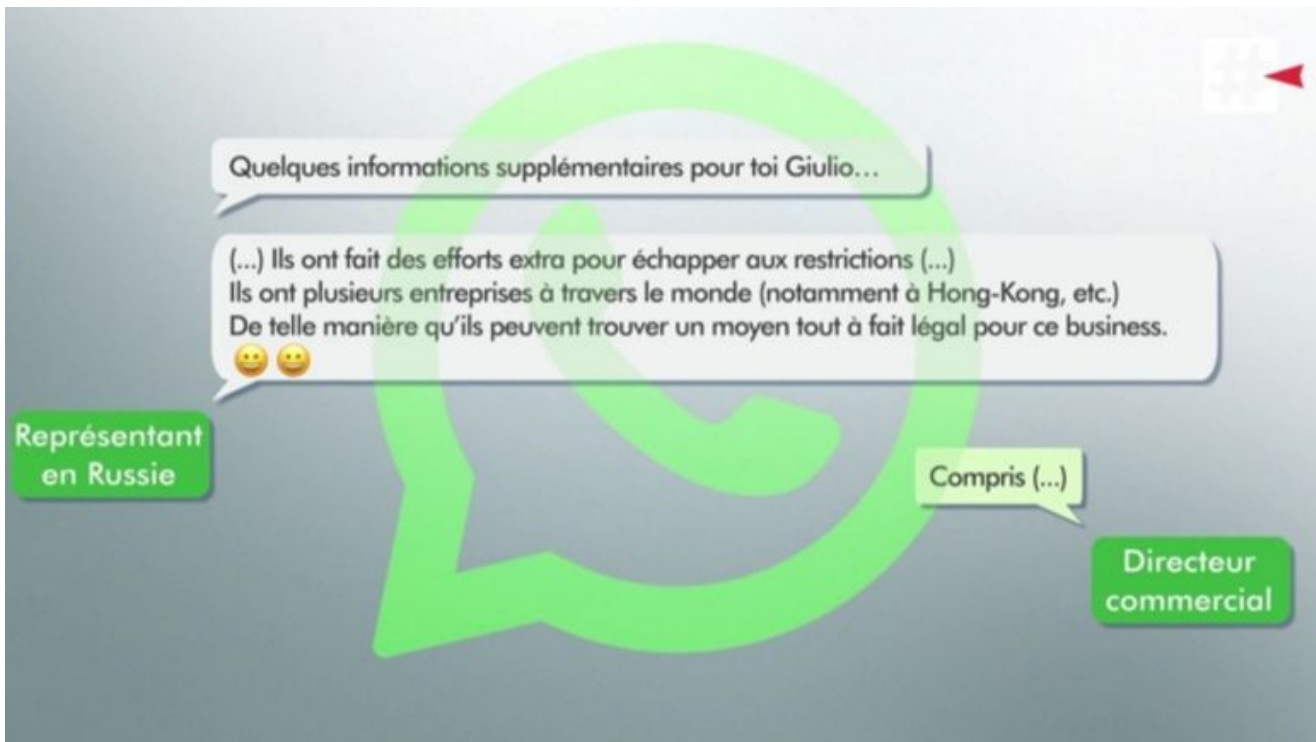
Le lanceur d'alerte témoigne à visage découvert © Tous droits réservés

Lanceur d'alerte

L'histoire aurait pu en rester là sans l'aide d'un lanceur d'alerte. Pour le rencontrer, direction Francfort. Et à notre grand étonnement, cet Allemand de 35 ans préfère témoigner à visage découvert. Il a travaillé pendant 10 ans dans le secteur de l'audit avant de démissionner, juste après avoir dirigé l'enquête sur NLC. *"J'ai décidé de rendre publique cette affaire quand on nous a demandé d'arrêter l'enquête"*, explique Cihan Kuzkaya, désormais ex-enquêteur "forensic" de KPMG-Allemagne.

Face caméra, il raconte l'enquête, la difficulté d'accéder aux documents et la collaboration toute relative des dirigeants de NLC. Preuves à l'appui, il explique que NLC n'a jamais cessé ses contacts avec des entreprises russes malgré l'embargo. *"À ma grande surprise, il y a eu de nombreux échanges entre NLC et l'entreprise russe Tula Cartridge Works. J'ai été très choqué de découvrir cela. En plus de l'offre déjà révélée par la presse l'année dernière, il y en a eu au moins 4 autres depuis 2014, toutes pour du matériel militaire."*

Un élément dans le rapport de KPMG-Allemagne renforce ses déclarations : une conversation Whatsapp entre le Directeur commercial de NLC et l'agent de l'entreprise belge en Russie. L'échange date du 26 octobre 2020. Pour notre lanceur d'alerte, c'est la preuve que les deux hommes discutent *"de la façon de contourner les sanctions"* en faisant référence *"aux contrats qu'ils essaient de signer en Russie"*.



© Tous droits réservés

Dans cette conversation, l'agent en Russie de NLC évoque *"les efforts de l'entreprise russe Tula Cartridge Works pour échapper aux sanctions américaines"*. Il ajoute que Tula possède de *"nombreuses entreprises à travers le monde"*, ce qui ajoute-t-il devrait leur permettre de *"trouver une façon légale de faire la transaction"*. L'agent en Russie rassure même le Directeur commercial sur les chances de NLC d'emporter le contrat en raison, dit-il, *des nombreux contacts entre les deux entreprises depuis plusieurs années"*.

Ces échanges mais aussi d'autres documents comme des courriels, des comptes rendus de réunion, des offres de prix montrent effectivement que la ligne entre NLC et plusieurs entreprises russes n'a jamais été rompue. Pour Yannick Quéau, le Directeur du GRIP, le Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité, ce n'est pas normal. *"Depuis 2014, on a un régime de sanctions qui interdit normalement les discussions de ce type, les tractations ou les tentatives d'établir des relations commerciales pour le futur ou pour de bonnes relations. Ici on voit qu'il y a des intermédiaires, la volonté de se porter candidat à l'accession à certains marchés. Ce sont déjà des activités problématiques."*

La Serbie comme pays tiers ?

Outre les relations directes avec la Russie, les enquêteurs de KPMG s'intéressent à une autre piste, celle de la Serbie qui pourrait servir de pays tiers. Ils concentrent leurs recherches sur des contrats que NLC a signés avec des entreprises serbes liées à l'entreprise d'État d'armement, Yugoimport, pour l'installation de deux lignes de production de munitions de calibre russe, du 7.62x39 mm et du 12.7x108 mm. *"Il s'agissait d'un très grand parc de machines d'une capacité de 5 millions de cartouches par an, souligne Cihan Kuzkaya, qui plus est pour des munitions destinées aux forces russes ou à ses alliés ex-membres du Pacte de Varsovie."*



Yannick Quéau, le Directeur du GRIP, le Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité ©
Tous droits réservés

Là aussi, pour Yannick Quéau, des contrats de ce type en Serbie appellent à la vigilance. *"La Serbie sur les marchés internationaux n'est pas du tout liée au même standard que d'autres acteurs qui se trouvent dans le cadre de l'OTAN ou de l'Union européenne. Ceux-là se sont clairement positionnés sur l'impossibilité de réapprovisionner la Russie, que ce soit directement ou via un pays tiers qui servirait d'intermédiaire."* Et même si le pays a le statut de candidat à l'adhésion à l'Union européenne et qu'il a déjà fait beaucoup d'efforts, le directeur du GRIP estime qu'en matière d'armement, il faut rester très prudent. *"La Serbie, c'est un acteur qui vend n'importe quoi à n'importe qui, si je peux le dire comme ça. C'est un Etat qui respecte ses règles à lui et à lui seul, et qui vend selon des considérations parfois un peu opaques."* D'autant, précise-t-il encore, que la Serbie continue d'avoir une relation ambiguë avec son allié de toujours, la Russie.

Ménage à trois

Parmi les documents qui ont fuité, on peut voir à plusieurs reprises une sorte de ménage à trois entre NLC, l'entreprise russe Tula Cartridge Works et des entreprises serbes via l'agent de NLC en Serbie. C'est ainsi que pour mettre au point la ligne de production des munitions de calibre 12.7x108 mm, un calibre que l'entreprise d'Herstal n'a jamais produit auparavant, NLC imagine un deal entre son client serbe et l'entreprise russe Tula Cartridge Works. Comme l'entreprise belge n'a encore jamais fabriqué ce type de munitions, il est question un temps de demander à l'entreprise russe Tula de fournir une partie de ces éléments de munitions pour permettre à l'entreprise d'Herstal de *"calibrer et fine-tuner au mieux ses machines au calibre russe"*, selon les propos du Directeur Commercial de NLC dans une note interne.

Pour obtenir ses fameux composants russes, l'entreprise NLC semble prête à tout. On le voit par exemple dans le compte rendu rédigé par le Directeur commercial à l'attention de ses équipes après une foire commerciale à laquelle il a assisté à Nuremberg en Allemagne, du 4 au 7 mars 2016. Il écrit ceci :

"Comme il est impensable de demander à l'entreprise d'État Russe", il propose que cela se fasse par l'intermédiaire de l'entreprise serbe Borbeni Slozeni Sistemi (BSS) qui enverra ensuite "l'appel d'offres via Internego (l'agent de NLC en Russie, ndlr) à l'entreprise russe Tula".

À lire aussi

[#Investigation le podcast : médecins généralistes, l'inquiétante pénurie](#)



Et de fait, deux jours plus tard, le montage prend forme. Le Directeur commercial de NLC envoie un courriel à l'entreprise serbe avec une demande de devis rédigée au nom de BSS (Borbeni Slozeni Sistemi) qui doit ensuite être transférée à l'entreprise russe Tula. Questionné en juin 2022 sur ce montage par KPMG-Allemagne, le Directeur commercial de NLC déclarera aux enquêteurs de KPMG "ne pas se souvenir d'avoir rédigé ce projet de lettre".

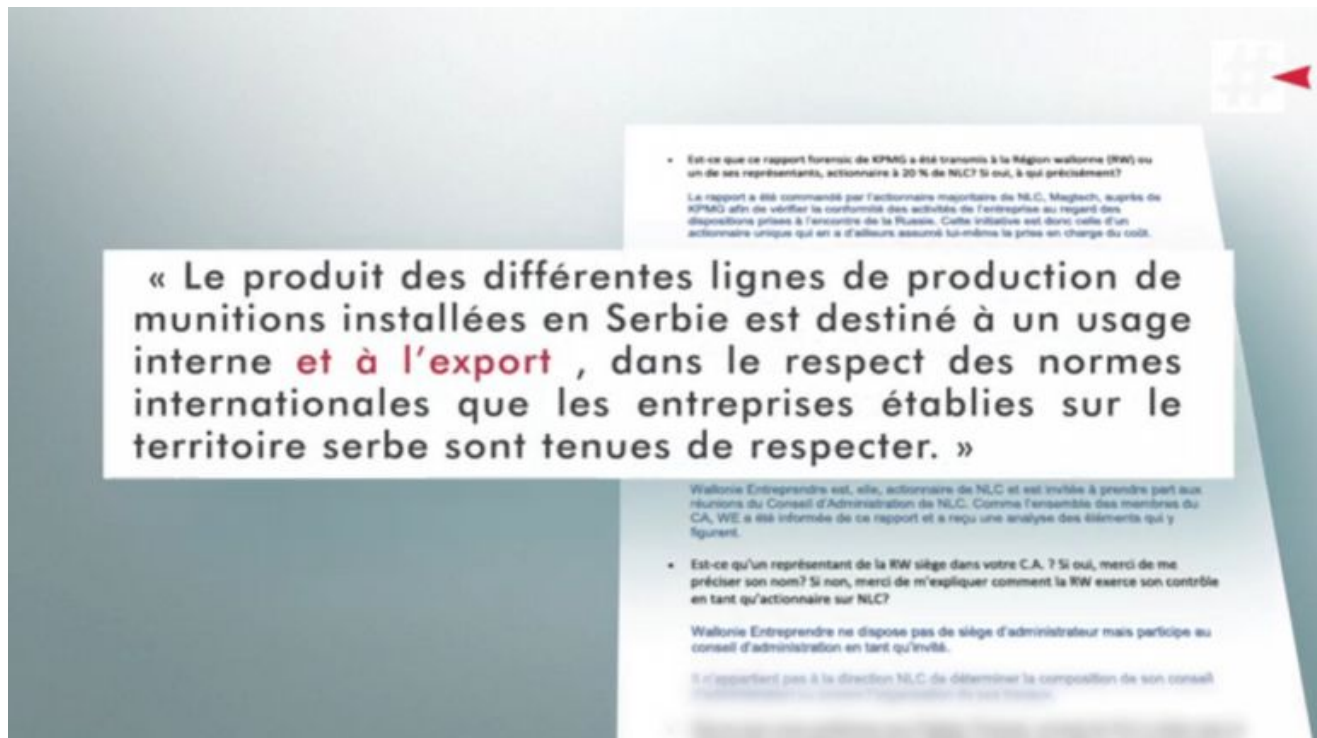
NLC dément

Contactée, NLC a refusé nos demandes d'interview. Mais par écrit, l'entreprise nous a tout de même répondu ceci : "Les contacts avec l'entreprise russe Tula font partie des échanges que des acteurs d'un même secteur d'activités peuvent être amenés à avoir". Avant d'ajouter cette précision : "Depuis 2014, NLC n'a pas eu de relations commerciales avec la moindre organisation active dans le secteur de l'armement établie en Russie [...]".

En ce qui concerne la Serbie, là aussi NLC dément. Son Directeur général, Ludovic Biemar, apporte cette précision : "À la demande de NLC, l'entreprise en Serbie s'est engagée par écrit en confirmant qu'aucune livraison n'avait été effectuée vers la Russie ou pour une utilisation en Russie." #Investigation a demandé à pouvoir consulter ce document mais NLC n'a pas donné suite à notre demande.



En revanche, une autre précision de taille retient notre attention dans la réponse écrite que NLC nous a adressée. Elle concerne cette fois l'usage qui est fait des munitions produites en Serbie avec les machines-outils de NLC. D'un côté, le cabinet du Ministre-Président wallon, Elio Di Rupo, nous précise que les licences d'exportation accordées à NLC comportent une exigence claire : *"Les munitions [...] sont destinées au Ministère de la Défense de Serbie, via une entreprise d'Etat, avec un engagement de non-réexportation de la part des autorités serbes."* Or, NLC dans sa réponse, nous dit le contraire. Pour l'entreprise, les munitions peuvent tout à fait quitter la Serbie. *"Le produit des différentes lignes de production de munitions en Serbie est destiné à un usage interne et à l'export, dans le respect des normes internationales que les entreprises établies sur le territoire serbe sont tenues de respecter"*, indique Ludovic Biemar.



© Tous droits réservés

Un détail qui fait toute la différence pour Yannick Quéau, le Directeur du GRIP. *"Cela veut dire que tout est permis. Il y a donc un usage interne pour sa propre défense mais elle peut aussi revendre ces munitions sur les marchés internationaux à qui veut bien les acheter. Il n'y a pas de véritable possibilité d'imposer de ne pas vendre à certains acteurs et de privilégier certains marchés au détriment d'un autre."* Et en ce qui concerne l'engagement écrit que NLC a obtenu de ses partenaires serbes, Yannick Quéau va même plus loin. *"Cela suffit peut-être à New la Chaussée mais ce n'est la garantie de rien. Il y a une forme d'anticipation des risques de la part de NLC mais après, est-ce que c'est la garantie de quoi que ce soit ? Non, c'est la Serbie qui décidera si cela vaut le coup de respecter cet engagement pris envers NLC ou pas."*

Utilisateur final

En matière d'exportation d'armes et de matériel militaire, se pose toujours la question de "l'utilisateur final" à savoir celui à qui le matériel sera livré. C'est une notion centrale. Les enquêteurs de KPMG relèvent également des manquements dans l'exécution des contrats serbes. L'utilisateur final où le

matériel de NLC a été livré ne correspond pas à ce qui est renseigné sur les licences d'exportations accordées par la Région wallonne. Sur les licences, il est indiqué que les machines de NLC sont censées être livrées à l'entreprise serbe Borbeni Slozeni Sistemi située à Belgrade. Mais, en réalité, le matériel a été livré à l'entreprise Belom, située 200 km plus au Sud dans la ville d'Uzice. Certes les deux sociétés appartiennent à l'entreprise d'Etat serbe d'armement, Jugoimport, mais pour quoi cette anomalie administrative ? D'autant qu'elle se répétera à plusieurs reprises puisque la société Belom a été créée en 2015 et qu'il faut attendre décembre 2021 pour voir apparaître son nom sur les licences.

Déjà avec du matériel classique, la traçabilité ou l'interdiction de réexportation posent souvent question, on l'a encore vu récemment avec les armes de la FN-Herstal utilisée sur le territoire russe. Mais dans le cas des machines-outils de NLC, bonjour le casse-tête. *"NLC vend des machines, pas des munitions"*, précise Ludovic Biemar à qui veut l'entendre. Comprenez l'entreprise belge est responsable des machines mais pas de ce qui est fait après avec les munitions. Il le répétera à plusieurs reprises aux enquêteurs de KPMG-Allemagne lors de leur enquête et, selon lui, la Région wallonne partage cette vision.

Mais pour notre lanceur d'alerte qui a révélé l'affaire, c'est un peu facile. On parle ici de munitions et, potentiellement, certaines peuvent se retrouver en Russie qui mène une guerre d'agression en Ukraine. Pour lui, c'est tout simplement, un crime. *"Qu'a fait la Région wallonne pour s'assurer que NLC ne viole pas les sanctions ? C'est une bonne question. C'est à la Région qu'il faut la poser parce que, moi, je m'interroge. Et en fin de compte, il est possible que le gouvernement wallon et New Lachaussée se rendent coupables de crime contre l'humanité et risquent la vie d'innocents"*.



© Tous droits réservés

Licences suspendues préventivement

Si notre lanceur d'alerte cible directement les autorités wallonnes, c'est parce que les enquêteurs de KPMG-Allemagne se sont posé beaucoup de questions sur le suivi qui a été effectué dans ce dossier. La

responsabilité de la Région wallonne est engagée à double-titre dans ce dossier. D'abord, on l'a dit, parce qu'elle est actionnaire à 20% de NLC. Ensuite, parce que toute livraison de ligne de production de munitions par NLC doit obligatoirement être autorisée par la Région wallonne. C'est le Ministre-Président lui-même qui signe les licences d'exportation après avoir pris l'avis d'une commission consultative.

La suite, on la connaît, Elio Di Rupo, a demandé en urgence de suspendre préventivement les licences accordées à New Lachaussée pour la Serbie en raison des éléments qui figurent dans le rapport de KPMG-Allemagne. Reste que plusieurs questions se posent sur ce qui a été fait ou plutôt pas fait dans ce dossier : Pourquoi, comme elle l'affirme, Wallonie Entreprendre qui siège au Conseil d'administration de NLC n'a jamais reçu le rapport complet de KPMG ? Pourquoi quand on l'interroge, la Région wallonne affirme découvrir le rapport de KPMG alors qu'il est sorti il y a plus d'un an ? Et enfin, comment se fait-il que NLC nous parle aujourd'hui d'exportation de munitions depuis la Serbie alors que, selon le cabinet du Ministre-Président, les licences indiquent le contraire. Quelles sont les garanties que les autorités serbes peuvent donner ? Autant de questions auxquelles il va falloir répondre rapidement pour s'assurer que des munitions fabriquées par des machines de NLC ne sont pas envoyées pour soutenir l'effort de guerre russe en Ukraine.

Ni vu ni connu, KPMG-Belgique certifie les comptes de New Lachaussée

Dans la série des manquements constatés dans cette affaire, la question se pose également vis-à-vis de KPMG-Belgique. Dès les premières révélations dans la presse en mai 2022, la société d'audit belge conditionne la certification des comptes de New Achaussée (NLC) à la réalisation d'une enquête. C'est notamment pour cette raison que la maison mère de NLC mandate KPMG-Allemagne pour une enquête "forensic". Dans plusieurs mails internes, on peut voir que la branche belge de KPMG est régulièrement tenue informée par ses collègues de l'évolution de l'enquête en Allemagne sur NLC. Malgré cela et, en dépit des éléments qui figurent dans le rapport de KPMG-Allemagne du 7 juillet 2022, les comptes de NLC *"sont approuvés avec une opinion sans réserve"*, le 23 août 2022.

Comment le commissaire de KPMG-Belgique a-t-il pu approuver ces comptes comme si de rien n'était alors qu'il était au courant des éléments relevés par ses collègues allemands ? *"Ce n'est absolument pas normal, regrette notre lanceur d'alerte pour qui cela a été le coup de grâce avec KPMG. Je me suis demandé comment il avait pu en arriver à cette conclusion malgré un tel rapport ? Car ce que j'ai découvert est bien pire encore que ce qui avait été initialement publié dans la presse."* Contactée, KPMG-Belgique s'est contenté de nous répondre ceci par écrit : *"En vertu de notre mandat légal et compte tenu des aspects liés au secret professionnel, nous ne pouvons pas donner de commentaire particulier concernant New Lachaussée"*.

Une enquête réalisée avec le soutien du Fonds pour le Journalisme en partenariat avec la ZDF (télévision allemande) et OCCRP (Organised Crime and Corruption Reporting Project).

Extrait du JT du 11/07/2023

Inscrivez-vous aux newsletters de la RTBF

Info, sport, émissions, cinéma...Découvrez l'offre complète des newsletters de nos thématiques et restez informés de nos contenus

[Je m'inscris](#)

- Partager
-
-
-
-
-
-

Tous les sujets de l'article

- [Investigation](#)
-  [La Une](#)
- [Belgique](#)
- [Monde](#)
- [Monde Europe](#)
-  [La Première](#)
- [Info](#)
- [Accueil](#)
- [Guerre en Ukraine](#)
- [Munitions](#)
- [Ukraine](#)
- [New l'chaussée](#)
- [Russie](#)

Sur le même sujet

Publicité

Articles recommandés pour vous

- [Des munitions belges en Russie via la Serbie ? Pas de détournement selon la délégation wallonne envoyée sur place](#)
Guerre en Ukraine
- [Des munitions wallonnes en Russie ? Elio Di Rupo a convoqué l'ambassadeur de Serbie](#)

Belgique

-

L'UE osera-t-elle réprimer les pays qui aident la Russie à contourner les sanctions européennes ?

Guerre en Ukraine

-

Une coalition internationale pour fournir des F-16 à l'Ukraine : se rapproche-t-on de la ligne rouge ?

Guerre en Ukraine

-

Enquête : la Belgique protège-t-elle le secteur du diamant russe ?

Guerre en Ukraine

-

Guerre en Ukraine : les Etats-Unis dénoncent pour la première fois des "crimes contre l'humanité" russes en Ukraine

Guerre en Ukraine

-

Ukraine : la Belgique reste en retrait

Chroniques

-

Guerre en Ukraine : de la difficulté de tracer l'ensemble des armes livrées et du risque réel de détournement

Monde

-

Guerre en Ukraine : à Ramstein, Ludivine Dedonder assure que la Belgique continuera à soutenir l'Ukraine

Guerre en Ukraine

-

Guerre en Ukraine : des sanctions mais pas d'armes, que signifie vraiment la neutralité de la Suisse ?

Guerre en Ukraine

-

Prolifération des armes : « 2022 est un signal d'alarme », selon la Sûreté de l'État

Justice

-

6 mois après le début de la guerre en Ukraine, comment le conflit a modifié l'ordre mondial

Monde

-

Pour les six pays des Balkans occidentaux, l'attente aux portes de l'Union européenne commence à être longue

EuranetPlus

-

Plusieurs associations vont introduire une action pénale contre la FN Herstal

Belgique

-

Statut de candidat à l'UE pour l'Ukraine : "Une décision symbolique pour marquer l'appartenance du pays à la famille européenne"

Monde Europe

-

Fermeture de l'espace aérien pour l'avion de Lavrov : le Kremlin dénonce un "acte hostile", Lavrov dénonce une mesure "inconcevable"

Guerre en Ukraine

-

Vente d'armes : les fréquentations russes du Belge New Lachaussée malgré l'embargo européen

Monde

-

Dix États membres de l'UE ont fourni des armes à la Russie après l'annexion de la Crimée

Monde

-

Le Président de l'Union Wallonne des Entreprises à Jeudi en Prime : des craintes pour la compétitivité des entreprises dans le contexte actuel

Politique

-

Guerre en Ukraine : au centre des négociations, une neutralité à la sauce ukrainienne

Guerre en Ukraine